



06

2011. États-Unis.

Les visiteurs de la Military Retiree Health Fair organisée tous les ans à la clinique Thomas Moore bénéficient d'un test de glycémie.

© Patricia Deal, service des affaires publiques du CRDAMC

Conclusion :
les étapes
indispensables
pour mettre
la nutrition sur
la bonne voie

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* de cette année montre les progrès réalisés dans les politiques, l'action, les engagements, le financement, et la collecte et l'analyse des données, tout en soulignant l'immense défi que constitue la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Nous avons pu assister ces cinq dernières années à des avancées graduelles, mais bienvenues, en matière de nutrition. Grâce aux améliorations en matière de données, nous en savons bien plus sur le fardeau de la malnutrition, mais également sur les interventions qui commencent à porter leurs fruits et sur le contexte de leur mise en œuvre. Toutefois, la traduction de ces connaissances en avancées mondiales cohérentes ne progresse pas aussi vite qu'elle le pourrait. Ainsi, seuls 37 pays sont en bonne voie pour atteindre les cibles mondiales de nutrition en ce qui concerne l'émaciation, 38 en ce qui concerne le surpoids et 24 en ce qui concerne le retard de croissance. Un déclin du retard de croissance est certes observé, mais à un rythme lent partout dans le monde, la prévalence étant passée de 32,6 % en 2000 à 22,2 % en 2017.

Des données de meilleure qualité nous permettent de déterminer les domaines où la nutrition s'améliore et ceux où les progrès stagnent. Des données plus détaillées et mieux ventilées transforment notre compréhension. Nous connaissons maintenant beaucoup mieux les différents effets de la malnutrition selon le sexe, l'âge ou la zone géographique. La multiplication des données a révélé combien il était important d'investir dans la nutrition des adolescents, en particulier les filles et les jeunes femmes, et de prendre en considération tous les stades de la vie dans les interventions de lutte contre la malnutrition. Les données sur la coexistence du retard de croissance et de l'émaciation chez les jeunes enfants et sur les différentes formes de malnutrition observées lors des situations de crise prolongée montrent qu'il est nécessaire de renforcer le lien entre action humanitaire et aide au développement.

Les nouvelles données mettent en lumière les apports nutritionnels et l'impact de l'alimentation sur le handicap et les décès. Elles montrent que les politiques favorisant les régimes alimentaires sains, telles que les taxes sur les boissons sucrées, commencent à porter leurs fruits, et qu'une approche exhaustive et poussée peut entraîner des changements positifs dans l'alimentation des nourrissons et des adultes.

Les premiers signes semblent indiquer que certains gouvernements de pays à revenu faible et intermédiaire augmentent leurs dépenses nationales en faveur de la nutrition, et l'importance d'intégrer l'action humanitaire et l'aide au développement pour lutter contre

la malnutrition lors de crises commence à être reconnue. De nouvelles approches innovantes sont adoptées pour impliquer les jeunes dans la recherche et les programmes destinés à améliorer la nutrition chez les adolescents.

Les donateurs ont dépassé les engagements pris lors du sommet Nutrition pour la croissance (N4G) de 2013, qui s'élevaient alors à au moins 19,6 milliards de dollars US d'ici à 2020. Globalement toutefois, le financement, en particulier l'aide publique au développement (APD) liée à la nutrition, reste insuffisant, et ce malgré de nouveaux engagements financiers et non financiers pris lors du Sommet mondial sur la nutrition à Milan en 2017.

Si ces avancées sont un signe encourageant, la réduction de la malnutrition sous toutes ses formes reste néanmoins un point d'achoppement. Près de la moitié des pays sont en bonne voie pour atteindre au moins une des cibles mondiales relatives à la nutrition chez la mère et l'enfant, à l'obésité et aux maladies non transmissibles (MNT), mais aucun pays n'est en bonne voie pour toutes les atteindre, et seuls cinq sont bien partis pour en atteindre quatre. Près d'un quart des enfants de moins de 5 ans, soit 150,8 millions, souffrent d'un retard de croissance, 50,5 millions d'enfants de moins de 5 ans sont émaciés, et on estime que 20 millions de nouveau-nés présentent une insuffisance pondérale à la naissance. Parallèlement, 38,3 millions d'enfants de moins de 5 ans sont en surpoids. Au moins 124 pays sur 141 sont confrontés à des fardeaux concomitants, et des millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de formes coexistantes de malnutrition. Plus de deux milliards d'adultes sont en surpoids ou obèses. De plus en plus de personnes souffrent de carences en micronutriments, mais les données et les informations sur l'état micronutritionnel restent limitées. La malnutrition et les MNT liées au régime alimentaire restent les principales causes de handicap et de décès partout dans le monde. Il est donc évident que les avancées observées dans certains domaines sont trop lentes et trop irrégulières. La malnutrition se maintient à un niveau élevé inacceptable.

L'éradication de la malnutrition à l'échelle mondiale est toutefois à notre portée. En réalité, nous n'avons jamais été aussi bien positionnés pour y parvenir ; nous disposons d'une quantité de connaissances et de données inédite, et partout dans le monde, les parties prenantes ont affiché la volonté d'aboutir à de réels progrès. Mais nous devons agir sans attendre si nous voulons empêcher que les progrès accomplis prennent le chemin inverse, et devons pour cela prendre des mesures drastiques afin de surmonter les difficultés auxquelles nous faisons face.

Les conclusions du *Rapport sur la nutrition mondiale 2018* mettent en avant cinq étapes indispensables pour tirer parti de nos connaissances et agir concrètement contre la malnutrition avant qu'il ne soit trop tard. Ces idées ne sont pas nouvelles, mais elles doivent être mises en avant année après année, alors que les données continuent de démontrer à quel point elles sont importantes pour améliorer concrètement la situation.

Cinq étapes indispensables pour accélérer les progrès

1. **Décloisonner la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes.** Différentes formes de malnutrition coexistent ; elles requièrent des approches intégrées. Toutes les parties prenantes doivent adopter une vision plus globale de ce fléau.

Les données montrent que l'ensemble des parties prenantes, gouvernements, donateurs, et acteurs liés ou non à la nutrition doivent changer d'approche et accepter qu'il est nécessaire de lutter contre tous les problèmes nutritionnels dans les contextes locaux et nationaux si nous voulons atteindre la cible consistant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030. Tous les gouvernements doivent hiérarchiser et attribuer les ressources sur la base d'une évaluation solide des différentes formes de malnutrition (dont le retard de croissance, l'émaciation, l'obésité et les carences en micronutriments) et de la manière dont elles se chevauchent et coexistent. Cette démarche doit également inclure une collecte systématique par les chercheurs et les établissements universitaires de données sur le nombre de personnes touchées par plusieurs formes de malnutrition. Les gouvernements et les acteurs de la nutrition doivent évaluer si les mesures existantes ciblant une forme de malnutrition peuvent être efficaces pour d'autres formes pertinentes. Ils doivent en outre identifier des actions « à double fonction » pouvant réduire le risque de surpoids ou d'obésité tout en s'attaquant aux formes de sous-alimentation. Des mesures visant les causes communes de l'émaciation et du retard de croissance chez les jeunes enfants sont nécessaires. Le manque de compréhension des chevauchements entre les carences en micronutriments et toutes les autres formes de malnutrition doit être comblé. Nous ne pouvons continuer à travailler de manière cloisonnée – il est essentiel de dépasser les

clivages entre les acteurs de la nutrition et ceux des autres secteurs pour remédier à l'utilisation inefficace des ressources limitées et au nombre inacceptable de personnes exposées aux multiples fardeaux de la malnutrition.

2. **Définir des priorités et investir dans les données nécessaires et la capacité à les utiliser.** Il est impossible de concevoir des interventions efficaces si l'on méconnaît le profil des personnes touchées par la malnutrition et les facteurs explicatifs.

Sans données de qualité, nous nous contentons de formuler des conjectures. Nous devons développer à grande échelle la collecte et l'utilisation de davantage de données afin d'appréhender ce qui stimule le changement. Nous pourrions ainsi déterminer les contextes dans lesquels il est le plus urgent d'agir et les facteurs qui contribuent aux progrès. Il est à noter tout particulièrement que les données ventilées (par zone géographique, statut socio-économique et sexe) et l'utilisation accrue des données infranationales ventilées et géospatiales permettent de mieux comprendre quels contextes sont touchés par le fardeau de la malnutrition, ainsi que l'évolution de ce dernier, les raisons de son existence, et les répercussions en ce qui concerne la réalisation des cibles de nutrition. Les gouvernements et les institutions de recherche, universitaires et multilatérales doivent augmenter les capacités de collecte et d'analyse des données, et améliorer la couverture ainsi que la fréquence de la collecte de données ventilées. Ils doivent également faciliter leur utilisation et leur interprétation par les décideurs politiques, les entreprises et les ONG, qui prennent des décisions sur les prochaines actions à mener. Il est urgent de combler le déficit de données relatives aux micronutriments ; le volume et la qualité des données doivent être améliorés dès maintenant afin d'encourager les investissements et l'action en faveur de la lutte contre la malnutrition chez les adolescents. En s'appuyant sur des travaux potentiellement novateurs menés auprès d'adolescents, il est possible d'augmenter la collecte et l'utilisation de données qualitatives fournies par les personnes touchées par la malnutrition, afin de concevoir des interventions plus efficaces. Nous devons consolider les avancées enregistrées dans le compte rendu relatif au financement de la nutrition, afin de s'assurer que les dépenses sont affectées correctement et aboutissent aux meilleurs résultats possible. L'augmentation de la quantité et de la qualité des données sur le financement exige que les donateurs d'APD utilisent le nouveau code du système de notification des pays créanciers (SNPC) et le marqueur politique relatifs aux

dépenses consacrées à la nutrition, afin de mieux suivre les financements, et que les gouvernements nationaux ouvrent l'accès aux données relatives aux dépenses budgétaires nationales. Le manque de données sur le financement lié à l'obésité et aux MNT requiert également une action immédiate.

- 3. Accroître le financement en faveur de la nutrition – diversifier et innover afin de s'appuyer sur les progrès antérieurs.** À terme, nous ne pouvons progresser sans des fonds adéquats ; les entités qui contrôlent les flux de ressources doivent faire de la nutrition une priorité.

Le financement doit être axé sur la mise en œuvre effective des plans relatifs à la nutrition. Pour ce faire, les investissements nationaux et internationaux existants doivent être déployés à grande échelle et étendus de façon à lutter contre toutes les formes de malnutrition. Il convient de fixer des cibles claires concernant les ressources nationales en fonction de la charge de morbidité, et d'aider les gouvernements à accroître les dépenses par rapport aux cibles afin d'accélérer les progrès. Même si les donateurs ont mis un accent particulier sur la nutrition, l'APD est largement insuffisante pour mettre fin à elle seule à la malnutrition sous toutes ses formes ; les investissements dans les programmes spécifiques à la nutrition et y contribuant doivent donc être renforcés. Les donateurs d'APD doivent par ailleurs s'assurer que les investissements en faveur de l'aide humanitaire et du développement garantissent la continuité du soutien à la nutrition dans les pays en crise présentant les fardeaux de la malnutrition parmi les plus élevés. Des fonds affectés à la nutrition doivent être dégagés à grande échelle afin de relever les défis. Des mécanismes innovants sont nécessaires de toute urgence pour compléter le financement public.

- 4. Galvaniser l'action en faveur des régimes alimentaires sains – se mobiliser dans l'ensemble des pays afin de résoudre ce problème universel.** La mauvaise qualité des régimes alimentaires des nourrissons, des jeunes enfants, des adolescents et des adultes est inacceptable.

L'impact de la malnutrition est universel et dévastateur ; tous les secteurs ont par conséquent un rôle à jouer dans l'amélioration de la qualité de l'alimentation, partout dans le monde. Les gouvernements doivent intervenir pour mettre en œuvre un ensemble de politiques et de programmes efficaces visant à aider et encourager chacun à adopter un régime alimentaire sain. Ils doivent inciter

le secteur privé à changer tout en garantissant la transparence en cas de conflit d'intérêts. Le secteur privé doit quant à lui redoubler d'efforts pour augmenter la disponibilité d'une large sélection d'aliments contribuant à une alimentation équilibrée et réduire les aliments gras, sucrés et salés. Les gouvernements comme les entreprises doivent créer des systèmes et environnements alimentaires garantissant des régimes alimentaires sains abordables, accessibles et optimaux pour tous. Les initiatives prises par les communautés, les municipalités et les réseaux de villes peuvent être déployées à grande échelle. Une action internationale favorisant le partage des connaissances et le soutien mutuel est indispensable pour combattre ce problème universel.

- 5. Prendre et tenir de meilleurs engagements en faveur de l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes – une approche ambitieuse et transformatrice sera nécessaire pour atteindre les cibles mondiales de nutrition.** Les actions concertées de lutte contre la malnutrition ne se poursuivront que si les signataires respectent systématiquement les engagements SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis).

Les préparatifs du Sommet N4G de 2020 – qui se tiendra à Tokyo (Japon) – seront l'occasion de répondre aux perspectives et défis inhérents aux données du *Rapport sur la nutrition mondiale* de cette année. De nouveaux engagements visant à améliorer la situation de la malnutrition ont été pris à l'occasion de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), du Sommet mondial sur la nutrition de Milan en 2017 et de la Réunion de haut niveau des Nations Unies sur les MNT en 2018. Le Sommet N4G de 2020 sera l'occasion idéale de renouveler les engagements en vue d'accélérer les efforts visant à éliminer la malnutrition. Il convient toutefois de tirer les enseignements du processus des engagements N4G. Alors qu'il ne reste que deux ans pour atteindre ces derniers, le taux de compte rendu a diminué de façon alarmante dans tous les secteurs, passant de 90 % en 2014 à tout juste 45 % en 2018. Cette tendance menace la redevabilité. En outre, trop d'engagements N4G manquent encore de cibles permettant de mesurer les progrès ; il faut donner aux parties prenantes les moyens d'agir et de rendre des comptes à travers des cibles spécifiques, mesurables, convenues, réalistes et temporellement définies. Les engagements doivent être alignés sur les contextes touchés par les fardeaux et reposer sur les données probantes dont nous disposons concernant les formes de la malnutrition à combattre ainsi que les contextes, les circonstances et les bénéficiaires des interventions.